

Service public fédéral belge de la Santé... Atelier #4 : S'unir pour avancer
Dr Rachel Lombardi, International Synergies Limited, Royaume-Uni

International Synergies Limited a plus de 15 ans d'expérience et d'expertise dans l'application d'approches de symbiose industrielle pour promouvoir l'économie circulaire à travers le monde (33 pays sur 6 continents). Nous collaborons avec les secteurs public et privé pour fournir une information et un appui personnalisés ainsi que des systèmes sur mesure pour mettre en œuvre des réseaux de symbiose industrielle et autres solutions industrielles « vertes » aux niveaux local, régional, national ou international. Mieux connus pour notre marque NISP®, nos services combinent une mise en œuvre directe (principalement au Royaume-Uni), un renforcement des capacités et la formation de partenaires pour satisfaire aux besoins de nos clients étrangers. Nous proposons également le logiciel SYNERGie®, une base de données de gestion des ressources ICT sur mesure et une plate-forme hébergeant les données de plus de 24 000 entreprises. SYNERGie® 4.0 permet la caractérisation des ressources, l'identification et la gestion des opportunités et l'élaboration de rapports d'impact de la symbiose industrielle, et reflète l'industrie 4.0 en faisant appel à l'intelligence artificielle / l'apprentissage automatique et aux « big data ».

La symbiose industrielle a été identifiée et documentée comme soutenant de nombreux objectifs de développement durable, l'utilisation efficace des ressources, l'éco-innovation, l'atténuation des changements climatiques et l'économie circulaire - en un mot, une politique et un business adéquats. L'expérience d'International Synergies dans le domaine de l'industrie facilitée lui permet de renforcer son rôle de moteur transversal qui transforme les industries de transformation et l'économie européenne de manière plus générale.

La clé de la symbiose industrielle dans la pratique est l'engagement intersectoriel. Cet engagement peut être interprété de deux façons, qui sont toutes deux correctes. Une première interprétation peut être faite sous l'angle interprofessionnel, c'est-à-dire que différents codes de classification normalisée des industries (SIC) sont concernés (par exemple, 10920 fabrication d'aliments préparés pour animaux de compagnie et 01629 activités de soutien à la production animale). Il s'agit là d'un point essentiel, car pour la plupart des SIC, plus de 80 % des opportunités s'étendent au-delà de leur propre SIC. En Belgique, International Synergies soutient l'OVAM et le VITO dans la réalisation du projet Symbiose depuis 2012. Ce projet s'est d'abord focalisé sur le secteur chimique, et on s'est rapidement rendu compte de la nécessité d'élargir le champ d'action pour inclure d'autres secteurs industriels. La deuxième interprétation possible est d'ordre transsociétal, réunissant les secteurs public, privé et tertiaire, pour permettre un engagement accru via une approche légitime, mobilisatrice, et bien entendu aussi via le business case. Le langage de la symbiose industrielle doit répondre aux besoins des différentes parties prenantes - en mettant l'accent sur les coûts, les risques et les bénéfices pour l'industrie, la compétitivité, la croissance et l'optimisation des ressources pour les gouvernements, et enfin sur l'environnement pour la société civile.

Le récent rapport 2018 commandé par la DG GROW, intitulé *Cooperation Fostering Industrial Symbiosis: Market potential, good practice, and policy actions*, démontre l'importance de la facilitation pour une large adoption de la symbiose industrielle, et confirme que le potentiel économique est énorme. À ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun effort de facilitation commerciale à grande échelle (c'est-à-dire, non limité à quelques entreprises) dans le monde - ce qui signifie que la facilitation nécessite encore des investissements publics. L'investisseur (ou le bailleur de fonds) est généralement considéré comme le propriétaire ou le promoteur de l'activité. Dans le meilleur des cas, cet investissement émane d'une institution alignée sur le secteur privé et perçue comme un soutien à sa transition : ministères de l'Industrie, du Commerce, de l'Innovation et organismes de développement régional. Il existe également

des exemples où l'investissement découle d'une perspective environnementale, par exemple un ministère de l'Environnement ou une fondation ou fiducie environnementale ; la façon dont ces organisations sont accueillies par le secteur de l'industrie varie d'un pays à l'autre, selon que l'on a l'impression qu'elles correspondent aux besoins des entreprises ou tendent plutôt à les contrecarrer.

La participation de l'organe de réglementation environnementale en tant qu'acteur clé dans la politique de gestion des déchets et du recyclage est importante pour la légitimité de l'activité : sans leur « label de qualité », l'industrie peut se méfier des opportunités offertes par l'activité, pensant qu'elle pourrait avoir des problèmes en aval pour essayer de détourner les déchets de leur élimination vers une utilisation productive. Pour certaines synergies potentielles, la prise de décisions par les organes de réglementation au sujet de ce qui est permis est un facteur critique de succès.

Les réseaux sont la clé d'un bon engagement et génèrent un pouvoir de mobilisation important. Les réseaux industriels et commerciaux sont perçus comme étant clairement alignés sur l'agenda des entreprises et fournissant des services précieux. En tant que membres d'un groupe consultatif, ils apportent une connaissance implicite du monde des affaires et du paysage politique qui permet de s'assurer que les activités sont conformes aux besoins de l'industrie tout en répondant à des agendas plus vastes.

Le secteur de la recherche (universités et entrepreneurs) peut être une excellente source d'innovation pour surmonter les obstacles techniques pour lesquels aucune solution n'est connue.

Un projet que nous menons actuellement en Turquie avec l'ancien Ministère du Développement, le Ministère de l'Industrie, de la Science et de la Technologie et le Ministère de l'Environnement illustre la façon dont cela se concrétise dans la pratique. La Turquie est le seul pays à avoir inclus la symbiose industrielle dans sa contribution nationale (INDC) pour la COP21. Soutenu par le ministère britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth, International Synergies est chargé d'élaborer la feuille de route et le plan de mise en œuvre de l'activité nationale de symbiose industrielle en Turquie. Nous avons mené de vastes consultations, notamment auprès des ministères, des associations industrielles, des grandes entreprises, des zones industrielles organisées et des chambres de commerce. Sur la base de cette consultation et de notre expérience, nous donnons des conseils sur un modèle organisationnel pour faire progresser la mise en œuvre de la symbiose industrielle en vue de contribuer à la mise en œuvre de l'INDC de la Turquie en faisant appel à un maximum d'intervenants dans différents secteurs sociétaux.

Afin d'aider les décideurs politiques à développer une compréhension cohérente de la symbiose industrielle, plusieurs programmes européens ont uni leurs forces pour soutenir l'élaboration d'une « prénorme » de symbiose industrielle qui fournira une définition consensuelle, des éléments clés et des approches de bonnes pratiques. Cette « prénorme » sera publiée par le CEN en novembre 2018. La récente modification de la directive européenne sur les déchets charge les États membres de « promouvoir la symbiose industrielle » et de « privilégier les pratiques reproductibles de symbiose industrielle ».¹ Outre le fait de prendre de l'importance dans le droit européen, la symbiose industrielle fait de plus en plus son apparition dans la législation des pays non européens (dont Israël et la Turquie). L'implication pour l'Europe est assez claire : la symbiose industrielle se généralise partout dans le monde et les concurrents de l'Europe vont s'adonner davantage à la symbiose industrielle et développer les outils pour le faire efficacement. Le moteur de ce mouvement n'est pas l'environnement (aussi important soit-il pour bon nombre d'entre nous), mais bien les fondements des économies en général, en ce compris la

¹ Journal officiel de l'Union européenne, L150, Vol. 61, 14 juin 2018

sécurité matérielle, la compétitivité, la disponibilité des ressources et la création d'emplois - un message très transversal dans les deux sens du terme.